

Questions jointes de Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "le rapprochement entre Trump et l'Arabie saoudite" et sur "la crise entre le Qatar et l'Arabie saoudite"

Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, lors de son premier voyage à l'étranger, le président Trump a donné un discours devant un panel de représentants de pays musulmans, sur le thème de l'extrémisme islamique et, selon le président américain, le soutien de l'Iran au terrorisme. Son discours contrastait avec ceux tenus lors de la campagne et avec sa volonté d'interdire l'accès aux États-Unis aux musulmans. Ce qui apparaît comme un changement de politique externe semble également se traduire dans les faits par un rapprochement entre les États-Unis et l'Arabie saoudite dans la lutte contre le terrorisme.

Monsieur le ministre, quelle analyse vos services font-ils du discours tenu par le président Trump et du rapprochement de celui-ci avec l'Arabie saoudite? Quelles conséquences auront les accusations énoncées contre l'Iran sur les relations entre l'Iran et l'Union européenne? Quelles pourraient être les conséquences sur la stabilité et l'équilibre régional d'une plus grande implication des pays musulmans dans la lutte contre le terrorisme?

Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, chers collègues, le discours du président Trump s'est concentré sur le rôle de l'Iran dans la région et sur la nécessité pour les acteurs locaux de se montrer plus assertifs dans la lutte contre le terrorisme. Pour sa part, la Belgique est favorable à toute initiative visant à renforcer la lutte contre le terrorisme et son financement. Nous sommes d'avis que tous les acteurs régionaux concernés doivent être impliqués en vue de combattre efficacement ce phénomène et de résoudre les différentes crises régionales, comme c'est le cas en Syrie, en Irak, au Yémen ou en Libye. L'Arabie saoudite exerce une influence locale certaine. D'où la nécessité de maintenir un dialogue avec ce pays, entre autres sur ces questions.

Comme nous avons pu l'observer ces dernières semaines, les tensions se sont aggravées dans cette région du Golfe – j'y reviendrai en réponse aux questions suivantes. Nous partageons l'avis du président américain sur la nécessité de renforcer la lutte contre le terrorisme, mais estimons qu'afin de résoudre les grandes crises régionales et de retrouver une certaine stabilité locale, un dialogue – certes critique – avec l'Iran est indispensable. Selon nous, les divisions dans le Golfe constituent un handicap dans la lutte contre le terrorisme.

Comme vous le savez, les pays de la région sont tous concernés et touchés par ce fléau. En effet, la grande majorité des victimes vivent au Moyen-Orient. Plusieurs pays de la région sont engagés dans la lutte antiterroriste dans le cadre de la coalition internationale contre Daech – que ce soit sur le plan militaire ou sur celui du *counter messaging* et de la lutte contre le financement du terrorisme. Une forte coopération internationale est et restera nécessaire afin de contribuer à la stabilité de la région et à l'endigement de ce fléau.

Pour répondre à vos autres questions, je puis vous communiquer les informations suivantes. Une légère fluctuation des prix du gaz et du pétrole a été constatée immédiatement après que l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Bahreïn et les Émirats arabes unis ont rompu leurs relations avec le Qatar – nous allons y revenir. Plusieurs experts ont déclaré dans la presse que le secteur énergétique n'aurait pas trop à pâtir de la crise actuelle. Quelques problèmes logistiques sont possibles dans le transport de gaz liquide. Après l'éclatement de la crise, le prix du baril de pétrole oscillait entre 45 et 55 dollars. Les experts prévoient que le prix demeurera stable. Ce n'est un secret pour personne que l'Arabie saoudite souhaiterait un prix plus élevé. Cela permettrait de soutenir le financement de sa nouvelle politique économique intitulée "Vision 2030".

À la fin de l'année dernière, les pays de l'OPEP ainsi que ceux qui n'en font pas partie ont conclu un accord de réduction de la production afin de diminuer les réserves et d'ainsi restabiliser les prix. À la fin mai, cet accord a été prolongé.

Je vous propose d'aborder par la suite les questions plus précisément relatives à la crise dans le Golfe et à ses conséquences.

Katrin Jadin (MR): Merci beaucoup, monsieur le ministre, pour avoir fait le point et avoir apporté des éclaircissements en ce qui concerne l'attitude de l'Union européenne et de notre pays pour essayer de renforcer le dialogue entre les pays du Golfe, et continuer à dialoguer de manière égale avec tous les pays du Golfe. C'est important pour la pacification de la région. Nous y reviendrons. Comme vous l'avez rappelé, il ne faut pas perdre de vue la nécessité, y compris pour de nombreux pays du Golfe qui en souffrent bien plus que nous dans nos contrées, d'endiguer le phénomène du terrorisme, qui me paraît un élément primordial. Les renseignements que vous nous avez donnés vont dans le même sens que l'analyse que j'en faisais.

Didier Reynders, ministre: Chers collègues, plusieurs facteurs peuvent être avancés pour expliquer la crise actuelle entre le Qatar et certains de ses voisins, dont l'Arabie saoudite. Doha est accusée, entre autres, d'accueillir des groupes terroristes et sectaires, tels le Hamas et les Frères musulmans, de les financer, de promouvoir la littérature et les programmes de ces groupes par ses médias, ainsi que de soutenir des groupes terroristes actifs dans la région.

Le Qatar est par ailleurs accusé de ne pas avoir tenu ses promesses faites dans l'accord conclu à Riyad suite à la crise diplomatique de 2013-2014. Le contenu précis de cet accord n'a pas été rendu public, ce qui ne nous permet pas d'en connaître tous les détails. Il se pourrait qu'un certain rapprochement entre le Qatar et l'Iran ait également eu une influence dans cette crise. La situation nous préoccupe bien entendu. La Belgique encourage toutes les parties au dialogue afin d'éviter toute escalade de la crise et une polarisation du conflit. C'est également ce que nous plaidons au niveau européen et le message que j'ai apporté lors du Conseil Affaires étrangères de ce 19 juin. Je pense que c'est en séance plénière que nous avons déjà eu l'occasion de débattre de cette situation.

Na het verbreken van de diplomatieke relaties en het opleggen van economische sancties door Saudi-Arabië, de Verenigde Arabische Emiraten, Bahrein en Egypte werd op 22 juni 2017 een lijst met dertien eisen aan Qatar overhandigd, die binnen de tien dagen zouden moeten worden aanvaard.

Op maandag 3 juli 2017 vernamen wij dat de deadline met twee dagen werd verlengd.

Een van de eisen is de sluiting van de Turkse militaire basis die momenteel in Qatar wordt opgericht.

Qatar heeft onmiddellijk gereageerd dat zij de eisen zowel onaanvaardbaar als onrealistisch acht, maar bereid blijft de dialoog aan te gaan.

Een verdere escalatie van de huidige crisis is in niemands belang. Dat neemt echter niet weg dat de weg naar een oplossing nog lang is en dat de recente ontwikkelingen de taak van Koeweit als bemiddelaar zullen bemoeilijken.

De internationale gemeenschap tracht via diplomatieke kanalen de situatie te ontzenuwen, teneinde een geschikt klimaat te creëren, opdat Koeweit – ik herhaal het – in de beste omstandigheden zijn bemiddelingstaak kan voortzetten.

De situatie ter plaatse is rustig. De Qatarese autoriteiten hebben de bevolking verzekerd dat in het dagelijkse leven geen gevolgen merkbaar zullen zijn. Het leven gaat zijn gewone gang. Er zijn ook geen merkbare tekorten inzake de aankoop van levensmiddelen. De overheid heeft verzekerd dat daarover ook geen ongerustheid bestaat omdat er voldoende alternatieve kanalen zijn voor de bevoorrading.

Onze post in Doha volgt de situatie uiteraard op de voet. Voor onze landgenoten die in Qatar verblijven, wordt het reizen naar de Verenigde Arabische Emiraten misschien moeilijker omdat er geen visa meer zouden worden uitgereikt aan de houders van een Qatarese verblijfsvergunning.

Zelfs indien die maatregel voor de Schengenlanden niet van toepassing zou zijn en gelet op het akkoord voor de visavrijstelling, zal onze post een en ander van nabij blijven opvolgen, opdat onze landgenoten zich vrij zouden kunnen verplaatsen, vooral nu de vakantieperiode zich aankondigt.

Le 8 juin, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Barheïn et l'Égypte ont publié une liste contenant les noms de cinquante-neuf individus et douze entités qu'ils accusent de terrorisme. La Belgique soutient évidemment de manière générale toute initiative visant à lutter contre le terrorisme et son financement. Il s'agit néanmoins d'encourager toutes les parties concernées à intensifier leurs efforts dans ce domaine et pas uniquement le Qatar.

La Belgique s'est alignée sur les déclarations faites le 9 juin dernier par la Haute représentante de l'Union européenne, Mme Federica Mogherini, qui a appelé au dialogue et exprimé son soutien aux efforts de médiation entrepris par l'Émir du Koweït. En effet, une reprise du dialogue entre les pays du GCC permettra d'éviter que cette crise ait des conséquences négatives sur les relations avec les pays tiers.

Les États-Unis entretiennent des liens diplomatiques, économiques et militaires forts avec les différentes parties à la crise, y compris le Qatar avec la présence du commandement militaire américain régional. Le secrétaire d'État américain Tillerson a entre-temps lancé un appel afin de renouer le dialogue et a souligné que les intérêts communs, à savoir la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, étaient plus forts que les divergences.

Au-delà des débats que nous avons déjà menés, je voudrais ajouter et répéter que d'abord, nous sommes associés dans un certain nombre de démarches avec les pays du Golfe, que ce soit l'Arabie saoudite ou le Qatar, notamment dans les coalitions militaires contre Daesh puisque la base militaire d'Al Udeid, qui est au sud-est de Doha, comporte, je crois, 8 000 militaires américains et c'est aussi à cet endroit que se trouvent nos militaires en charge du suivi des opérations. Pour l'instant, les opérations se font avec nos F16 depuis une base en Jordanie mais le commandement militaire de toute la région est localisé à Al-Udeid.

Er zijn contacten met Qatar, Saudi-Arabië en ook met andere landen in militaire acties op het veld.

Ten tweede, wij hebben ook economische belangen in Qatar, net als in Saudi-Arabië en vele andere landen in de regio. Qatar is een leverancier van ons gas, maar er zijn ook vele Belgische bedrijven aanwezig in Qatar. Ik heb een aantal details gegeven met betrekking tot onze landgenoten die daar leven.

Je reçois régulièrement des demandes d'entreprises qui souhaitent se rendre sur place. Madame Onkelinx, pour répondre à votre question de savoir quelles relations nous pouvons maintenir, j'ai encore reçu une demande d'une entreprise wallonne de pouvoir obtenir le soutien de notre ambassade à Téhéran pour survoler l'Iran afin de se rendre au Qatar, pour pouvoir y présenter du matériel militaire.

Nous aurons donc probablement à discuter avec les Régions pour savoir comment nous développerons nos relations avec chacun des pays, en particulier le Qatar. Pour l'instant, les demandes qui me parviennent ont trait à la facilitation du survol de l'Iran pour arriver au Qatar.

Le troisième élément concerne l'appel au dialogue.

Wij zullen samen met de Europese Unie initiatief nemen om contact te hebben met de vertegenwoordigers van heel de regio, dus de Gulf Cooperation Council, de GCC. Ik heb het volgende reeds gezegd in het debat in de plenaire vergadering. Ik heb een vraag gekregen van mijn collega's uit Qatar en uit Saudi-Arabië om een contact te hebben. Wij zullen dat organiseren en rechtstreeks contact hebben met de twee landen, via de twee collega's van Buitenlandse Zaken.

Je répète qu'il est important que nous insistions auprès de tous nos partenaires pour que la lutte contre le financement des groupes terroristes ou le financement de la diffusion d'idées radicales ou extrémistes puisse s'arrêter. Cette demande s'adresse à plusieurs pays de la région et pas exclusivement au Qatar.

Au-delà de cela, je reste convaincu – je l'ai dit au Secrétaire général des Nations unies lors de notre dernière rencontre il y a quelques semaines à New York – que c'est le rôle des Nations unies de tenter d'organiser, dans les mois ou les années à venir, un vrai dialogue entre le monde sunnite et le monde chiite. Tant qu'on n'arrivera pas à mettre autour de la table des pays qui se revendiquent de chacune des orientations de l'islam, par exemple l'Iran et l'Arabie saoudite, je crois qu'on laissera se développer des *proxy wars*, des guerres par intermédiaire, qu'on connaît dans la région, depuis le Yémen jusqu'à l'Irak, la Syrie ou la Libye. Même au Liban, les influences extérieures sont très fortes.

Il y a eu Yalta après la Deuxième Guerre Mondiale, il y a eu Helsinki pour tenter d'amener la sécurité sur le continent européen. Si on n'arrive pas à faire se parler les responsables des principaux courants de l'islam et des principaux États intervenant dans la région, je crois que nous n'en sortirons pas.

Mijnheer De Roover, het is niet alleen noodzakelijk met Saudi-Arabië of Qatar een dialoog te voeren maar ook met Iran, Turkije en andere landen in de regio. Op dit moment proberen wij een dialoog te voeren met de verschillende landen. Dat is niet gemakkelijk. Er is zoals gezegd een initiatief van Koeweit om dat te doen. Dat is nu het best mogelijke initiatief in de regio.

Wij zullen ook verder rechtstreeks contact onderhouden met de beide kanten, en contacten de Europese Unie.